



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Saint-Étienne-du-Rouvray, le 02 février 2007



DIRECTION RÉGIONALE DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
DE HAUTE-NORMANDIE

Groupe de subdivisions de Rouen-Dieppe

1 avenue des Canadiens BP 124

76804 SAINT ETIENNE DU ROUVRAY

affaire suivie par Patrice CHEMIN

☎ 02.32.91.97.65

fax 02.32.91.97.97

mel : patrice.chemin@industrie.gouv.fr

S:\Entreprises-Te3\V et M\AP (rapports au CDH et projets de prescriptions)\2007\gsrd.2007.02.113 rapport au coderst.doc

Réf. : gsrd.2007.02.113. PC-AB

RAPPORT AU CODERST

Installations classées

**Vallourec et Mannesmann tubes
76250 DEVILLE LES ROUEN**

SIRET :

**Traitement complémentaire des eaux avant rejet dans le Cailly
Application de l'article 18 du décret 77.1133 du 21 septembre 1977**

La société Vallourec et Mannesmann tubes exploite une unité de fabrication de tubes sans soudure à Déville Les Rouen. Ces tubes d'acier sont forgés à chaud et subissent pour certains une opération de trempe à l'eau.

Ces installations rejettent dans le Cailly des eaux qui sont à l'origine de perturbations du milieu récepteur. L'objet de ce rapport est de présenter les travaux effectués par la société pour réduire et connaître ses effluents et proposer d'encadrer une étude portant sur un traitement complémentaire.



Ministère de l'Ecologie
et du Développement Durable

1 – Origine des effluents.

Le site est source de trois types d'effluents liquides :

- des eaux de procédé. Ces eaux servent au refroidissement des laminoirs et elles subissent après plusieurs recyclages un traitement dans la station du site.
- des eaux de trempe et file E. Ces eaux sont rejetées en mélange avec une partie des eaux de toitures (files A à D des halls 1 à 5).
- le reste des eaux pluviales, pour l'essentiel des eaux de toitures (il existe au total 10 gouttières ou files).

Ces dernières rejoignent le Cailly tandis que les deux rejets précédents sont collectées dans un canal aujourd'hui busé dit canal Fresnel qui se déverse dans le Cailly juste à l'aval du site.

Jusqu'à l'année dernière le canal Fresnel était commun au réseau de l'agglomération et collectait également les eaux pluviales de la rue Laveissière. Des travaux réalisés l'été dernier ont permis de séparer les deux réseaux, le canal Fresnel étant désormais sous l'unique responsabilité de Vallourec et Mannesmann.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 21 novembre 2002 qui régleme le site demande à l'exploitant d'exercer une surveillance sur les rejets d'eau de procédé et de refroidissement. Deux préleveurs sont installés et les paramètres suivants sont analysés selon la périodicité ci-dessous :

PARAMETRE	REFROIDISSEMENT	PROCEDE
Débit	Calculé	Continu
pH	Quotidien	Continu
MES		Quotidien
DCO		Quotidien
HC	Quotidien	Quotidien
Fer		Quotidien
T°	Quotidien	Quotidien

Le suivi permet de situer le rejet par rapport aux valeurs limites définies :

	Refroidissement		Procédé	
	A.P	Moyenne 2006	A.P	Moyenne 2006
Débit	7 000 m ³ /J	2 608	5 000 m ³ /J	2 817
M.E.S			30 mg/l	14
DCO			125 mg/l	28
HC	5 mg/l	0.12	5 mg/l	0.75
Fer			5 mg/l	0.5

Les valeurs limites fixées sont respectées.

Pour sécuriser encore ses installations, Vallourec a également pris à notre demande plusieurs mesures :

- réaménagement complet de l'approvisionnement en huiles (290.000 Euros en 2005),
- sécurisation d'une zone de rétention autour du four,
- remplacement de 12 plaques d'égout et nettoyage de 140 regards (sur 300 existants). En 2007 V et M a prévu de rendre étanches 60 regards placés dans des zones d'écoulement possible.
- remplacement en 2004 d'une lame siphonide pour améliorer la séparation des hydrocarbures par la station de traitement.
- mise en place de procédures encadrant les opérations de maintenance (graissage et huilage...).
- curage complet au mois d'août 2006 du canal Fresnel en association avec l'agglomération de Rouen (boues accumulées depuis la construction).

2 – Constat actuel et projet

Malgré le suivi et les travaux effectués, on note régulièrement des irisations à la surface du Cailly à sa confluence avec le canal Fresnel.

Par ailleurs, la société Vallourec qui est désormais l'unique utilisateur du canal Fresnel a déjà fait enlever entre 5 et 6 mètres cubes de matières accumulées 6 mois après le curage, dans la chambre de dépôt située à l'entrée du canal.

Ce constat nous conduit à demander à l'exploitant de parfaire le traitement de ses effluents notamment ceux issus du traitement thermique rejetés directement.

Vallourec ayant réalisé en interne différentes opérations de recyclage sur ses eaux de procédé, la station de traitement dispose d'une capacité suffisante pour recevoir en mélange les eaux de refroidissement.

Les connections entre réseaux existent de sorte que Vallourec serait en mesure de tester très rapidement cette solution.

L'arrêté préfectoral qui prévoit explicitement un traitement séparé des réseaux doit toutefois être modifié.

Dans le cas où des dépôts seraient toujours constatés ou que les apports supplémentaires à la station de traitement viendraient en perturber le fonctionnement, l'exploitant devra dimensionner un ouvrage supplémentaire.

Nous proposons que ces études soient conduites sur une période suffisamment longue de 2 fois 3 mois.

3 - Surveillance du milieu

Après une pollution constatée par le Conseil supérieur de la pêche, la DIREN avait en 2004 mesuré une perte de plusieurs unités d'indice IBGN entre l'amont et l'aval du site.

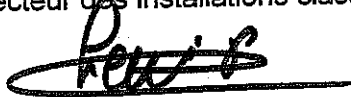
Il n'existe actuellement pas de programme de suivi de la qualité du Cailly qui permettrait de mesurer les effets des travaux réalisés depuis ou envisagés dans le cadre de cet arrêté.

Compte tenu de ce qui précède et bien que les seuils normalement applicables qui sont définis à l'article 64 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ne soient pas atteints, nous proposons d'imposer à la société de réaliser un suivi annuel. Le suivi porterait à la fois sur l'IBGN et sur les sédiments.

4 - Conclusions

Nous proposons au conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques d'émettre un avis favorable sur le projet d'arrêté et de faire application de l'article 20 du décret n°77.1133 pour imposer à la société Vallourec d'étudier la mise en place d'un traitement complémentaire sur ses effluents et d'un suivi du milieu récepteur.

L'inspecteur des installations classées



Patrice CHEMIN

Adopté et transmis,
à Monsieur le préfet de Seine-Maritime
DEDD

7, place de la Madeleine
76036 ROUEN CEDEX

p/le directeur
et par délégation,

L'ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines
Chef du groupe de subdivisions de Rouen-Dieppe



Jean-Marc TOUBEAU

Prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral en date du

Société Vallourec et Mannesmann Tubes
Tuberie de Déville-Lès-Rouen
B.P. 14 – 76250 Déville-Lès-Rouen

Exploitant titulaire de l'autorisation

1. La société **Vallourec et Mannesmann Tubes** dont le siège social est 130, rue de Silly à Boulogne-Billancourt (92), est autorisée à poursuivre les activités qu'elle exerce dans son établissement de Déville-Lès-Rouen sous réserve du respect des dispositions suivantes qui complètent et modifient l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2002 :
2. Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant remet à l'inspection des installations classées une étude portant sur la réduction des matières en suspension rejetées dans ses eaux résiduaires.

Traitement appliqué aux eaux de refroidissement et eaux de procédé

3. Pour ce faire seront notamment étudiées les possibilités de traiter l'ensemble des eaux de trempe dans la station existante. Pour les essais, les valeurs limites avant rejet dans le milieu des eaux de procédé en mélange avec les eaux de refroidissement sont fixées ci-après :
- Débit journalier total inférieur à 12 000 m³ par temps sec,
 - pH compris entre 5,5 et 8,5

Paramètres	Concentration (mg/l)	Norme de mesure
MES	30	NF T 90.105
DCO	125	NF T 90.114
Hydrocarbures totaux	5	NF EN ISO 9377-2
Fer (dissous)	5	NF T 90.017 et 112

Durant, l'essai le programme d'autosurveillance est adapté sous la responsabilité de l'exploitant et s'exerce également au niveau de la chambre de dépôt située à

Dimensionnement d'ouvrage complémentaire

4. Si à l'issue d'une première période d'essais dont la durée n'excède pas 3 mois des désordres sont constatés (dysfonctionnement de la station, ...) ou les apports de matières dans la chambre de dépôt persistent, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et il engage une étude de dimensionnement d'ouvrages complémentaires de traitement.

Surveillance milieu

5. L'exploitant fournira à l'inspection des installations classées chaque année, un bilan du fonctionnement de la station et de l'impact des rejets sur le milieu récepteur.

Il doit effectuer annuellement une mesure de l'indice biologique global normalisé (IBGN) en amont et en aval de son point de rejet ainsi qu'une mesure différentielle dans les sédiments pour les hydrocarbures et hydrocarbures aromatiques polycycliques.

Ces mesures sont réalisées après la période d'étiage de septembre ou octobre, les résultats commentés sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception par l'exploitant.